

**Arrêté inter-préfectoral complémentaire portant sur la modification des conditions  
d'exploitation d'une carrière au lieu-dit « Le Rondeau » (ICPE n°2589)**

**Société des Matériaux de Beauce (SMB)  
à Guillonville (Eure-et-Loir) et Villeneuve-sur-Conie (Loiret)**

Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

La Préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment son livre Ier et le titre Ier et IV du livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en  
qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie BROCAS, préfète  
de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 autorisant à poursuivre et à étendre l'exploitation  
d'une carrière sur le territoire des communes de Guillonville (Eure-et-Loir) et Villeneuve-  
sur-Conie (Loiret) ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral complémentaire du 20 mai 2020 portant sur la modification  
des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière au lieu-dit « Le  
Rondeau » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature  
au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-  
Loir ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2025 portant délégation de signature à monsieur  
Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**VU** l'étude d'impact initiale de décembre 2006 jointe à la demande déposée par la société  
SMB en vue de poursuivre, d'étendre l'exploitation de carrière à ciel ouvert de calcaire  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Guillonville, de modifier les conditions  
de remise en état de cette carrière, d'exploiter une installation de traitement des  
matériaux ;

**VU** la demande de la société SMB, du 30 août 2024 complétée le 9 juillet 2025, de prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter la carrière de Guillonville et Villeneuve-sur-Conie ;

**VU** la demande de la société SMB du 2 juin 2025 et complétée le 9 juillet 2025 de modification du rythme d'accueil des matériaux inertes extérieurs pour les années 2025 et 2026 ;

**VU** l'avis favorable du Maire de la commune de Villeneuve-sur-Conie en date du 18 novembre 2024 sur la demande de prolongation de l'autorisation de la carrière ;

**VU** l'avis favorable du Maire de la commune de Guillonville en date du 21 novembre 2024 sur la demande de prolongation de l'autorisation de la carrière ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 16 juillet 2025 ;

**VU** l'absence d'observation de la société SMB ;

**CONSIDÉRANT** que la société SMB n'est pas en capacité de finaliser la remise en état dans les délais mentionnés à l'article I.2.C de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que les activités d'extraction présentent un retard de près de dix ans ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification du rythme d'accueil des matériaux inertes extérieurs pour les années 2025 et 2026 permettra de résorber une partie du retard accumulé par la société SMB ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification du rythme d'accueil des matériaux inertes extérieurs représentent une augmentation de 2 583 camions par an ;

**CONSIDÉRANT** que le trafic actuel est inférieur aux estimations présentes dans l'étude d'impact susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que l'apport de remblais supplémentaire n'engendre pas d'impact supplémentaire par rapport à l'étude d'impact susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que la demande n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site, non contraire au présent arrêté, restent applicables et sont de nature à assurer la protection des intérêts visés aux articles L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'argumentaire développé par l'exploitant à l'appui des demandes du 30 août 2024 et du 2 juin 2025, complétées le 9 juillet 2025 est recevable ;

**SUR PROPOSITION** des secrétaires Généraux des préfectures d'Eure-et-Loir et du Loiret ;

## **ARRÊTENT**

### **Article 1 – Objet de l'arrêté**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société SMB, dont le siège social est situé La Michellerie, 28150 PRASVILLE, pour sa carrière exploitée sur le territoire des communes de Guillonville (28) et Villeneuve-sur-Conie (45).

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

## **Article 2– Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont abrogées :

- L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2020.

Les prescriptions suivantes sont modifiées :

- Les articles I.2.B, I.2.C, II.1.A de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007.

## **Article 3 : Condition de remise en état**

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 est remplacé par l'annexe du présent arrêté.

L'article I.2.B de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 est remplacé par l'article suivant

### **« I.2.B Quantité autorisées**

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 480 000 tonnes/an avec une moyenne de 350 000 tonnes/an.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement sera de 480 000 tonnes/an.

Pour une durée de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté, le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 111 000 m<sup>3</sup>/an.

Par la suite, le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 72 000 m<sup>3</sup>/an. »

Les deux derniers alinéas de l'article III.7.C.B de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 sont remplacés par les alinéas suivants :

« La remise en état du site consiste en un remblayage partiel, conformément à l'annexe 3 du présent arrêté. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée sera réalisé en pente de 5 à 10° ».

## **Article 4 : Durée de l'autorisation**

L'article I.2.C de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 est remplacé par l'article suivant :

### **« I.2.C Durée de l'autorisation**

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de 23 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 3 ans avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 3 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive. »

#### **Article 5 : Montant de référence des garanties financières**

L'article II.1.A de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 est remplacé par l'article suivant

##### **« II.1.A Montant de référence des garanties financières**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 5 périodes, dont 4 périodes quinquennales et une période d'un an, et sachant que les périodes 1 et 2 sont achevées.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA)

Période	S1 (en hectares) (C1 = 10,5k€/ha)	S2 (en hectares) (C2=24,5 k€/ha pour les 5 premier hectares ; 20k €/ha pour les 5 suivants ; 15 k €/ha au-delà)	S3 (en hectares) (C3= 12k€/ha)	Total en euros
3	9,2522	20,1208	0,2235	981 473
4	10,715	9,232	0,966	685 662
5	3,352	0	0	72 862

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 16 juillet 2025, soit 131.4.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée »

#### **Article 6 : Notification et mesures de publicité**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur les sites internet des préfectures d'Eure-et-Loir et du Loiret pendant une durée minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

#### **Article 7 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République - 28019 CHARTRES Cedex, ou à Mme la préfète du Loiret - Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques - Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 8 : Exécution**

Les secrétaires généraux des préfectures d'Eure-et-Loir et du Loiret, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le

07 AOÛT 2025

Pour le préfet et par délégation

La secrétaire générale



Agnès BONJEAN

Fait à ORLÉANS, le

07 AOÛT 2025

Pour la préfète et par délégation

Le secrétaire général



Nicolas HONORÉ

## ANNEXE : Plan de l'état final

